



Rassemblons
nos

énergies!

PLAN ÉCO-ÉNERGIE BRETAGNE



11^{ème} Conférence bretonne de l'énergie

le 26 juin 2013 à RENNES

1. Introduction
2. Synthèse régionale des débats locaux et des contributions au débat national
3. Contribution de la Conférence bretonne de l'énergie au débat national et recommandations
4. Gouvernance de la transition énergétique
5. Conclusion



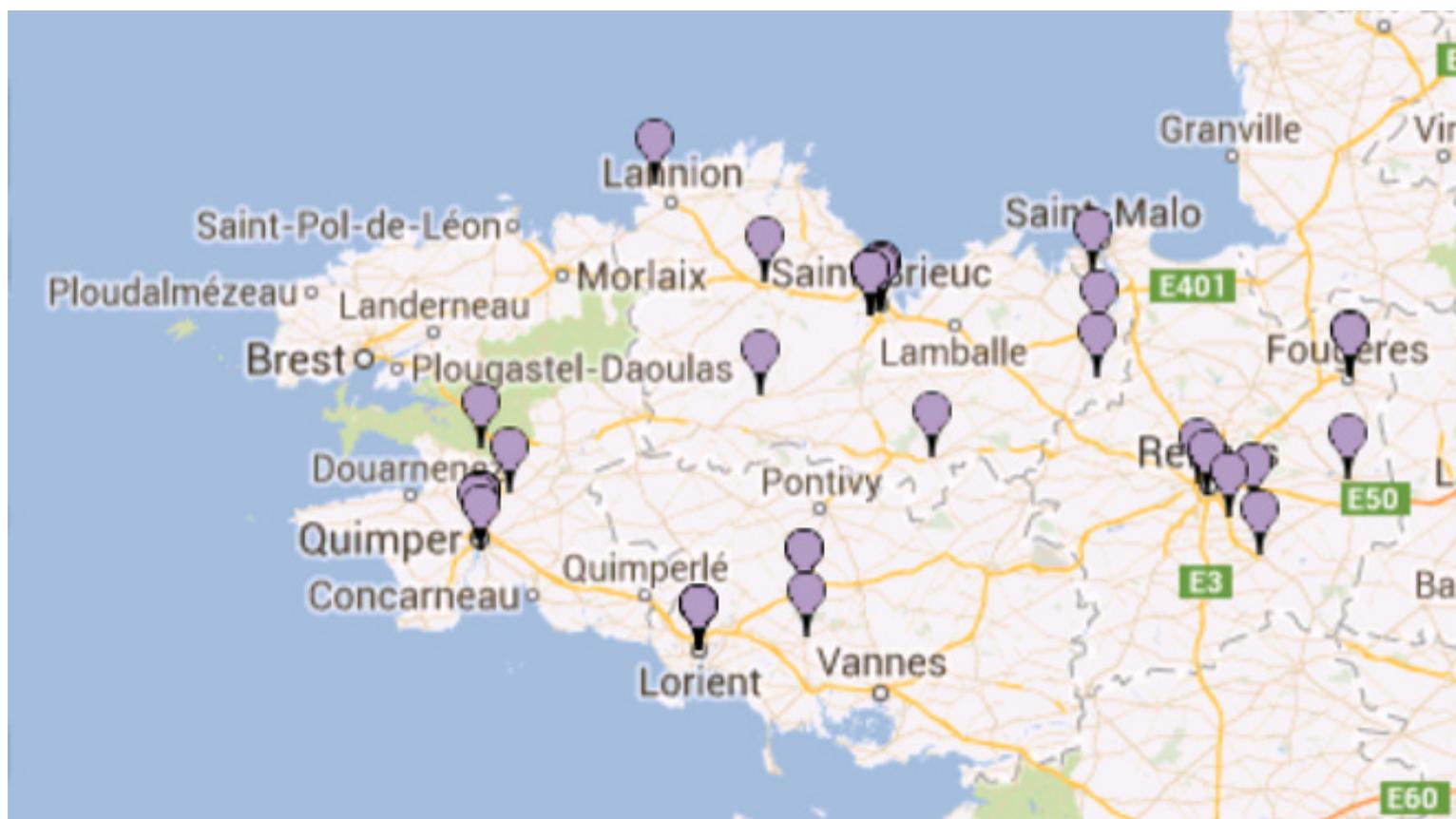
Introduction



Synthèse régionale des débats locaux et des contributions au débat national



Cartographie des débats décentralisés



Synthèse régionale des débats décentralisés

Aller vers l'efficacité énergétique

- Sensibiliser les citoyens doit être une priorité ; Agir sur les comportements (de consommation, de mobilité, etc.)
- Accroître la performance énergétique des bâtiments (logements, exploitations agricoles, bâtiments communaux, etc.)
- Simplifier les financements existants, mettre en place financements innovants

Trajectoire mix énergétique 2025, 2030, 2050

- Exploiter le potentiel énergétique des territoires

ENR et nouvelles technologies de l'énergie

- Développer les énergies renouvelables dans le mix énergétique local, notamment la biomasse (bois-énergie, méthanisation, etc.)
- Favoriser le financement « citoyen » des énergies renouvelables

Coûts, bénéfices et financement de la transition énergétique

- Assurer une hausse équilibrée du coût de l'énergie : modifier les comportements sans accroître la précarité énergétique ou menacer la compétitivité des entreprises

Synthèse régionale des contributions au débat

Aller vers l'efficacité énergétique

- Donner la primauté à la sobriété sur l'efficacité énergétique
- Rendre la mobilité moins consommatrice d'énergie (motorisations performantes...)

Trajectoire mix énergétique 2025, 2030, 2050

- Accroître les investissements dans la Recherche et Développement, soutenir les filières innovantes

ENR et nouvelles technologies de l'énergie

- Simplifier les démarches administratives pour le particulier
- Optimiser la production électrique renouvelable par le stockage
- Faire évoluer les réseaux (smart grids, compteurs communicants, etc.)

Coûts, bénéfices et financement de la transition énergétique

- Promouvoir une véritable fiscalité écologique : accroître l'attractivité des transports moins polluants, taxer les ressources non renouvelables, lutter contre la précarité énergétique
- Anticiper les besoins de formation professionnelle

Contribution de la Conférence bretonne de l'énergie au débat national et recommandations



Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? Quel financement de la sobriété ?

Sensibiliser à la maîtrise de l'énergie (MDE)

- Renforcer la sensibilisation et l'éducation aux enjeux énergétiques et climatiques dans les programmes scolaires, formations continues, ménages, etc.

Favoriser l'ingénierie territoriale

- Programmer le lancement d'appels à projets « Boucles énergétiques locales »
- Mettre à disposition des acteurs de la transition énergétique les données de consommations et de productions énergétiques aux mailles les plus fines
- Conforter le rôle et les moyens des structures mutualisées (ALE, EIE, etc.)

Assurer une rentabilité financière aux gisements diffus

- Renforcer le dispositif des CEE ; Stabiliser les modalités d'aides type ANAH
- Encourager la formation des entreprises (RT2012)
- Mettre en place des structures de financement innovantes de la rénovation
- Coordonner les structures de conseil sur le logement (EIE, CAUE, ADIL, ANAH) ; impulser et coordonner au niveau régional les « guichets uniques »

Quels choix en matière d'énergie renouvelable et de nouvelles technologies de l'énergie ?

Energies marines renouvelables (EMR)

- Clarifier le régime administratif des EMR (consolider la réglementation, réduire les délais d'instruction, etc.) et étendre l'action nationale à l'ensemble des technologies
- Entreprendre une planification globale avec l'ensemble des acteurs (zones propices)
- Donner de la visibilité (calendrier appels d'offres pour sites pilotes et commerciaux)

Stockage et réseaux intelligents

- Soutenir le développement et lancer des programmes d'investissement dans des moyens de stockage et les smart-grids
- Développer la production EnR décentralisée et les boucles énergétiques locales
- Associer les collectivités porteuses de PCET aux travaux du S3RER
- Mettre en place un tarif d'achat bonifié pour les projets EnR ayant un volet stockage

Acceptabilité des projets

- Mettre en place un tarif d'achat spécifique pour les projets EnR participatifs et citoyens ; assouplir les règles relatives à l'investissement citoyens dans les EnR



Temps d'échanges sur les questions
n° 1 et n° 3 du Débat national

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels scénarios possibles à horizon 2030 et 2050 ?

Donner la priorité au recours aux productions renouvelables

- Offrir une visibilité suffisante aux porteurs de projets
- Renforcer le dispositif de financement (fonds chaleur, tarif d'achat, appel d'offres...)
- Sécuriser juridiquement les projets et raccourcir les procédures

S'assurer que les réseaux soient au rendez-vous

- Anticiper les besoins de raccordement et renforcement liés aux ENR, adapter les procédures au rythme du développement des ENR

Intégrer les statistiques de productions électriques renouvelables

- Intégrer les statistiques de productions électriques renouvelables et de stockage dans la future Programmation pluriannuelle des investissements

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

Reconversion vers un marché de la transition énergétique

- Accompagner la reconversion industrielle vers le marché de la transition énergétique via un programme d'investissement volontariste mobilisant les financements publics (BEI, BPI)

Optimisation et stockage

- Financer le déploiement de solutions d'optimisation et de stockage en sécurisation du réseau électrique par le TURPE

Dispositifs innovants à fort effet levier

- Orienter les modalités de soutien aux projets énergétiques vers des dispositifs innovants à fort effet levier (associant acteurs publics et privés par exemple) à l'instar du fonds Eilañ ou de l'opération Vir'Volt Ma Maison



Temps d'échangessur les questions n° 2
et n° 4 du Débat national



Gouvernance de la transition énergétique

Quelle gouvernance et quelle organisation territoriale pour mettre en œuvre la transition énergétique ?

Affirmer dans la loi de programmation de la transition énergétique :

- La coordination régionale via une structure associant Etat et collectivités territoriales
- Le caractère territorialisé de la transition énergétique

1) Niveau régional coordinateur de la transition

- Met en cohérence et appuit les planifications et politiques territoriales
- Suscite et met en œuvre les programmes d'infrastructures requérant une vision d'ensemble

2) Niveau de maîtrise d'œuvre de la transition : les collectivités PCET

- Renforcer le niveau de prescription des PCET : opposables aux planifications territoriales (SCOT, PLU, PLH, PDU, etc.)



Temps d'échanges sur la gouvernance de la transition énergétique



Conclusion



Conclusion

Synthèse des échanges

- Principales modifications qui seront apportées au document
- Transmission au niveau national d'une version définitive le 2 juillet ; réunion de présentation le 8 juillet en présence de la ministre Delphine Batho

Sites d'information

- Site national du débat : www.transition-energetique.gouv.fr
- Compte-rendu et présentation : <http://www.plan-eco-energie-bretagne.fr>



Merci de votre attention



Diapositives optionnelles